



Quand le processus de paix met la vie en péril

Mortaza Shahed, cameraman, a filmé à Kaboul un documentaire sur les programmes de réintégration et de réconciliation. Après cela, le régime afghan a représenté pour lui une des plus grandes menaces. Pourtant, ni le gouvernement afghan, ni la communauté des nations, ni les organisations internationales ne sont parvenus à protéger de manière suffisante sa vie et celle de sa famille. En 2014, il est venu se réfugier en Suisse en passant par le Sri Lanka.



Photo: © Ephraim Bieri

«J'ai grandi en Iran, à Isfahan, où nous étions en exil. Nous avons dû fuir l'Afghanistan dans les années 1980, lorsque mon oncle, le frère de mon père, qui était un officier supérieur connu, fut tué. Quand la situation en Afghanistan s'est améliorée, je suis retourné dans mon pays avec ma famille. C'était en 2003, à l'époque j'avais 16 ans. Nous avons reconstruit notre vie à Kaboul, la capitale. En Iran déjà, j'avais suivi une formation de cameraman et de réalisateur de films documentaires, et j'avais également assisté à un cours dans ce domaine en Corée du Sud.

En Afghanistan, j'ai travaillé pendant sept ans en tant que cameraman pour la télévision, pour la publicité et je faisais des projets de vidéos pour l'armée afghane. J'ai tourné des documentaires sur tous les sujets inimaginables, car je possédais également ma société privée de production cinématographique. J'ai entre autres



travaillé pour l'armée américaine sur un projet de film qui devait documenter la reddition des armes des talibans et leur participation au processus de paix. Pour cela, il faut comprendre le contexte: à partir de 2010, il y avait ces programmes de réintégration et de réconciliation avec le Haut conseil de Paix, auxquels le président de l'époque, Hamid Karzai, avait donné une impulsion pour négocier avec les talibans. Toutefois, dès septembre 2011, le président du Haut conseil de Paix, Burhanuddin Rabbani, fut assassiné. La situation était très instable et dangereuse.

Un jour, alors que j'interviewais cet officier taliban dans sa maison à Kandahar, ce dernier me demanda subitement d'arrêter de filmer. Il voulait me dire ce qu'il pensait vraiment. Il s'est planté devant moi et m'a dit qu'il se moquait du processus de paix et que pour lui, la paix n'apportait rien du tout. Il était un taliban et le resterait, car c'était pour lui le seul moyen d'avoir le pouvoir. Simplement, s'il voulait profiter de ce processus de paix, il fallait bien qu'il se montre coopérant.

J'avais dissimulé la caméra pour continuer à filmer son témoignage. Mon équipe et moi-même faisons confiance au gouvernement de l'époque et je trouvais important qu'ils apprennent la vérité. Pourtant, à partir de ce moment-là, je n'ai plus été en sécurité. Je recevais des menaces par téléphone, j'ai été victime d'une tentative d'enlèvement, et bien d'autres choses dont je n'aime pas me rappeler. Le pire dans tout cela, c'était de me rendre compte que la principale menace provenait du régime afghan car il était lui-même impliqué dans cet événement. Et que personne ne pouvait nous protéger ma famille et moi: ni les soldats étrangers, ni les organisations humanitaires.

J'étais sans protection et les menaces allaient toujours plus loin.

Nous devons ainsi prendre la fuite le plus rapidement possible. À l'époque, le chemin le plus simple était de passer par le Sri Lanka, car nous pouvions y entrer sans visa et y séjourner en tant que touristes pendant trois mois. J'ai pris la route de l'exil avec ma femme, notre petite fille et mon jeune frère. Nous avons été enregistré par le UNHCR et avons attendu une date d'entretien. À cette période, entre 500 et 600 Afghans se trouvaient à Colombo. Il a fallu que nous nous cherchions nous-mêmes un hébergement et nous avons toutes et tous cohabité dans une petite chambre. Quand le gouvernement sri-lankais a commencé à faire arrêter tous les hommes afghans pour les déporter, nous avons quitté le pays pour Negombo. J'ai d'abord envoyé un e-mail au consulat américain, mais il m'a répondu qu'il ne pouvait pas m'aider et ne pouvait prendre aucune responsabilité. J'ai alors essayé d'autres pistes, et j'ai demandé un visa à la représentation à l'étranger du Danemark, de l'Allemagne, de la France, du Canada, de la Suède et de la Suisse. Personne ne m'a répondu, sauf le Consulat de Suisse qui m'a communiqué qu'il y avait une petite chance pour que j'obtienne un visa humanitaire. Il m'a fallu beaucoup de temps pour remplir tous les formulaires et j'étais très content d'avoir avec moi tous mes documents, éléments de preuve, et mon ordinateur portable.

Après 20 jours, j'ai été informé que l'officier taliban, que j'avais interviewé, avait été assassiné devant chez lui par des talibans parce qu'il avait été considéré comme un



espion et un traître. Une heure plus tard, j'ai reçu un appel du Consulat suisse. Que s'était-il passé? L'assassinat de l'officier taliban avait été publié sur un site internet. . Ce qui fut vraisemblablement une grande chance. J'étais complètement déstabilisé d'avoir été soutenu par le gouvernement suisse, je pouvais à peine le croire! C'est alors que nous avons reçu un visa humanitaire et qu'après quelques jours, nous avons pu partir tous ensemble pour la Suisse. À Zurich, nous avons été pris en charge par des collaboratrices du Département fédéral des affaires étrangères et conduits au centre d'enregistrement et de procédure de Kreuzlingen. Là-bas, nous y avons déposé une demande d'asile. Cela a pris au moins un an jusqu'à ce que nous obtenions le statut de personnes admises à titre provisoire.

Comment cela était-il possible? Je dois affirmer que j'ai été déçu par cette décision. Car au Sri Lanka, le consulat suisse m'avait délivré un visa pour la Suisse pour des raisons humanitaires. Je peux prouver que je suis menacé en Afghanistan parce que j'y ai interviewé un officier supérieur taliban dans le cadre du processus de paix, qui a clairement dit en aparté, quand la caméra était (soi-disant) arrêtée, qu'il resterait taliban et qu'il abhorrait tout le processus de paix. J'ai introduit un recours auprès du Tribunal administratif fédéral. Et en avril, j'ai envoyé une lettre à Monsieur Gattiker et à Madame Sommaruga. Je veux savoir pourquoi on considère l'Afghanistan comme un pays sûr alors que dans le même temps, le Département suisse des affaires étrangères déconseille de voyager dans ce pays. Personne ne quitte de bon cœur son pays, ses proches, tout ce qu'il connaît. À l'époque, nous étions partis d'Iran pour retourner en Afghanistan. Pendant 11 ans, nous avons vécu dans de bonnes conditions à Kaboul et c'était sûr, mais aujourd'hui, la situation est devenue très dangereuse et incertaine.»

Par Barbara Graf Mousa, rédactrice à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés